

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 165/04

EUR 46/019/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / HARCÈLEMENT / TORTURE

FÉDÉRATION DE RUSSIE plus de 80 membres de la famille d'Omar Khambiev, chirurgien et ancien ministre tchétchène de la Santé

Londres, le 4 mai 2004

Omar Khambiev, ancien ministre tchétchène de la Santé, est connu pour avoir dénoncé l'impunité dont jouissent les forces fédérales russes responsables de violations massives des droits humains de civils en Tchétchénie. Il vit aujourd'hui en Europe occidentale, mais ses proches sont toujours en Tchétchénie et beaucoup courent un grave danger : récemment, plus de 80 d'entre eux ont été arbitrairement maintenus en détention pendant plusieurs jours et soumis, semble-t-il, à des actes de torture. De toute évidence, l'objectif de ces agissements était de museler l'ancien ministre, très critique vis-à-vis des autorités, et de le contraindre à revenir en Tchétchénie. Depuis lors, ces personnes auraient été la cible de nouvelles menaces.

Omar Khambiev, chirurgien, a été arrêté par les forces russes en février 2000, en même temps que 20 membres de son équipe médicale et quelque 81 patients et blessés civils dont ils s'occupaient, alors qu'ils tentaient de franchir la frontière avec la Russie. Ils ont été détenus au secret pendant plus de deux mois dans des « camps de filtration », où ils auraient été victimes d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Omar Khambiev a quitté le pays quelque temps après sa remise en liberté ; depuis, cet homme, qui ne mâche pas ses mots, n'a cessé de critiquer les autorités lors d'interventions publiques dans des forums internationaux, notamment devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Son frère Magomed Khambiev était ministre de la Défense dans le précédent gouvernement tchétchène du président Aslan Maskhadov ; il s'agit également d'un commandant militaire tchétchène dans le conflit qui oppose la Tchétchénie aux forces fédérales russes depuis 1999.

Plus de 80 membres de la famille des deux frères, dont plusieurs adolescents, ont été appréhendés le 29 février par la milice contrôlée par le président tchétchène Akhmad Kadyrov, avec l'aide, manifestement, des forces fédérales russes. Ils ont été arrêtés dans différents villages et villes et détenus plusieurs jours, au cours desquels ils auraient été torturés. De toute évidence, l'opération visait à contraindre Magomed Khambiev à se rendre aux autorités, ce qu'il aurait fait le 8 mars. Selon Omar Khambiev, ces interpellations constituaient également un moyen de pression sur lui, afin qu'il cesse de dénoncer publiquement les agissements des autorités en Tchétchénie lors de colloques internationaux.

Omar Khambiev affirme avoir reçu un certain nombre d'appels téléphoniques au mois de mars, dans lesquels on le menaçait de représailles contre ses proches s'il ne cessait pas de s'exprimer au sujet de la Tchétchénie et s'il refusait de se livrer aux autorités. Certains membres de sa famille l'ont informé par téléphone qu'ils étaient menacés de nouveaux actes de torture. Au cours des jours qui ont précédé son intervention publique devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le 2 avril, à Genève, Omar Khambiev a déclaré avoir reçu d'autres appels : les menaces proférées contre ses proches seraient mises à exécution s'il continuait de dénoncer à travers l'Europe, notamment aux Nations unies, au Conseil de l'Europe et à d'autres organisations internationales, les violations des droits humains commises en Tchétchénie.

À la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête officielle n'a été menée sur les actes de torture et autres formes de mauvais traitements que les proches d'Omar Khambiev auraient subis. Selon les informations recueillies, aucune victime n'a porté plainte auprès des Services du procureur, par crainte de représailles et de nouvelles persécutions. Plusieurs hommes qui, semble-t-il, étaient grièvement blessés des suites de torture et dont l'état de santé nécessitait des soins d'urgence ont été hospitalisés sous de fausses identités, de manière à dissimuler leur lien avec Omar Khambiev.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

D'après les informations reçues par Amnesty International, des militants, membres d'organisations non gouvernementales (ONG) et avocats dont l'action est en rapport avec le conflit en Tchétchénie sont la cible de harcèlement et d'actes d'intimidation. Ainsi, les Tchétchènes ayant introduit une requête auprès de la Cour européenne des droits de l'homme et ceux qui défendent les droits des victimes d'atteintes sont systématiquement visés par des manœuvres de ce type. Quant aux groupes de défense des droits

humains de la région, ils subissent de plus en plus fréquemment des actes de harcèlement et d'intimidation. Un certain nombre de militants ont « disparu » et quelques-uns ont même été exécutés de manière extrajudiciaire.

Ainsi, Imran Ejiev, militant tchéchène de premier plan en faveur des droits humains et responsable du centre d'information de la Société pour l'amitié russo-tchéchène dans le Caucase du nord, a été arrêté au moins 17 fois, et aurait été victime d'actes de torture et d'autres sévices en détention. Plusieurs membres de son organisation ont vraisemblablement été tués par les forces russes, qui semblent prendre ces défenseurs des droits humains pour cibles de façon délibérée et systématique. Si des informations judiciaires ont été conduites sur ces faits, elles n'ont pas été concluantes, et personne n'a été tenu responsable de ces actes.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en russe ou dans votre propre langue) :

– exhortez les autorités à mettre un terme au harcèlement et aux actes d'intimidation visant Omar Khambiev et ses proches en Tchétchénie ;

– dites-vous préoccupé par le fait qu'Omar Khambiev a été harcelé et menacé alors qu'il n'a fait qu'exercer de manière légitime son droit à la liberté d'expression, en sa qualité de défenseur des droits humains ;

– faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de plus de 80 membres de la famille de cet homme, qui ont été arrêtés de manière arbitraire le 29 février puis maintenus en détention pendant plusieurs jours en Tchétchénie, et qui sont la cible de menaces depuis lors ;

– déclarez-vous consterné par les informations selon lesquelles ces personnes ont été torturées et soumises à d'autres formes de mauvais traitements en détention ;

– demandez instamment qu'une enquête soit ouverte sans délai sur ces allégations.

APPELS À :

Président de la Fédération de Russie :

Vladimir Vladimirovitch Poutine

g. Moskva

Kreml,

Fédération de Russie

Télégrammes : President Vladimir Poutine, Moscow, Russie

Fax : +7 095 230 24 08 / +7 095 206 51 73/

7 095 206 85 10

Courriers électroniques : president@gov.ru

Formule d'appel : *Dear President, / Monsieur le Président,*

Procureur général de la Fédération de Russie :

Vladimir Oustinov

General Procuracy of the Russian Federation

Ul. B. Dimitrovka 15a

103793 Moscow K-31

Fédération de Russie

Télégrammes : Procurator General of the Russian

Federation, Moscow, Russie

Fax : +7 095 292 88 48 (si quelqu'un décroche dites : « *Fax, please.* »)

Formule d'appel : *Dear Procurator General, / Monsieur le Procureur général,*

Président de la République de Tchétchénie :

Akhmad Hadji Kadyrov

ul. Garazhnaia, dom 10

364000 Grozny

Republic of Chechnya

Fédération de Russie

Télégrammes : President of the Chechen Republic, Grozny, Chechnya, Russie

Fax : +7 095 777 9228 (si quelqu'un décroche dites : « *Fax, please.* »)

Formule d'appel : *Dear President, / Monsieur le Président,*

COPIES aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 JUIN 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.

La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>